

P506.71
As78c

CONSTITUTION
DE
L'ASSOCIATION CANADIENNE
POUR L'ETUDE ET LA
DIFFUSION DES SCIENCES SOCIALES.

Inaugure Jan. 1892.

MONTREAL
IMPRIME PAR JOHN LOVELL & SON,
1892

8506.71
43786

CONSTITUTION
DE
L'ASSOCIATION CANADIENNE
POUR L'ÉTUDE ET LA
DIFFUSION DES SCIENCES SOCIALES.

Inaugure Jan. 1892.

MONTREAL :
IMPRIMÉ PAR JOHN LOVELL & SON,
1892.

UNCONTROLLED
EXCLUDED-THAS

H

13

A8

15

B. Q. R.
NO. 2264

ORIGINE

DE

L'ASSOCIATION CANADIENNE

POUR L'ÉTUDE ET LA

DIFFUSION DES SCIENCES SOCIALES.

La formation d'une Association pour l'étude approfondie des questions sociales ayant fait pendant quelque temps le sujet des conversations de plusieurs hommes parmi nous, que la lecture avait mis au courant des bienfaits répandus en Europe et aux Etats-Unis par des organisations analogues, il fut résolu à la requête pressante du Dr. Larocque, statisticien fédéral, et véritable fondateur de l'Association, de se réunir le 17 Sept. 1891, chez M. James Baylis, 55, avenue du Collège McGill, Montréal, pour aviser aux moyens d'atteindre le but proposé. Etaient présents MM. A. B. Larocque, médecin ; Louis Laberge, médecin, chef du service hygiénique de la ville de Montréal ; W. J. Smyth, pasteur, licencié-ès-lettres, bachelier-ès-sciences, docteur en philosophie ; James Baylis, marchand ; L. H. Pignolet, avocat ; J. L. Coullée, notaire ; Ludger Gariépy, marchand ; L. E. Beauchamp, président de la société des détaillants de nouveautés de la province de Québec ; Ovide Dufresne, marchand ; Léon Gérin, avocat ; F. X. Moisan, marchand ; Dr. S. Lachapelle et l'Echevin N. A. Hurteau.

Le Dr. Larocque fut élu président et le Dr. Smyth secrétaire. Le président lut un travail approfondi sur la démographie où il signale le danger de sacrifier aux succès matériels la vie intellectuelle et morale.

Il insista longuement sur la nécessité de former une nation saine et homogène par la diffusion des grands principes réformateurs de l'économie politique et sociale et par l'action

du spirituel sur le temporel. C'est, dit-il, par l'étude de nos statistiques vitales, et par la comparaison avec celles des autres peuples que nous pourrions nous rendre compte du déclin ou des progrès de notre vie nationale.

Enfin, il établit la nécessité d'étudier les habitudes du peuple de manière à faire pénétrer dans les familles et dans les écoles la connaissance des lois naturelles et des conséquences qu'entraîne leur violation, en sorte que la génération grandissante apprenne, par l'étude de l'hygiène et des sciences connexes, à soigner le corps et l'esprit.

Après avoir échangé leurs idées sur ces questions, les personnes présentes chargèrent un comité composé du Dr. Smyth et du Dr. Larocque de s'occuper du nom, de l'objet et des moyens d'action de l'Association projetée.

Des réunions subséquentes eurent lieu chez le Rév. Dr. Smyth, rue St. Antoine, 385, et chez M. L. E. Beauchamp, rue Sherbrooke, 265, où l'on décida de préparer une circulaire, de dresser une constitution et d'organiser l'Association avec le bureau provisoire suivant :—

Président honoraire,

Président,

1er. vice-président,

2e. vice-président,

Secrétaire,

Secrétaire-adjoint,

Trésorier,

A. B. LAROCQUE, M.D.

JAMES BAYLIS, Ecr.

L. E. BEAUCHAMP, Ecr.

W. J. SMYTH, M.A., B.Sc., Ph.D.

J. L. COUtlÉE, Notaire.

F. X. MOISAN, Ecr.

Comité.

L. GARIÉPY, Ecr.; LOUIS LABERGE, M.D.; E. F. AMES, Ecr.;
LÉON GÉRIN, AVOCAT; W. DRYSDALE, Ecr.; OVIDE DU-
FRESNE, SR. Ecr.; L. H. PIGNOLET, Ecr.; DR. S. LACHA-
PELLE, et L'ECHEVIN N. A. HURTEAU.

ASSOCIATION CANADIENNE POUR L'ÉTUDE ET LA DIFFUSION DES SCIENCES SOCIALES.

Les promoteurs de cette Association n'ont pas besoin de prouver à leurs compatriotes intelligents qu'en fondant une société pour l'étude et la diffusion des sciences sociales, qui intéresse la vie physique, morale et nationale, ils essaient de répondre à un profond besoin social.

L'idée n'est pas nouvelle. En Europe et aux Etats-Unis on a fondé un grand nombre de sociétés qui ont pour but d'observer et de sonder les conditions sociales qui nuisent au développement national, et, par la diffusion des sciences sociale et économique, d'assurer le succès des mesures propres à remédier à notre désordre social.

Pour justifier notre action, il suffit de nommer quelques sociétés fortement établies d'Europe et d'Amérique. *L'Association internationale pour le progrès des sciences sociales, le Congrès international de statistiques, The International Congress of Hygiene and Demography*, qui s'est réuni à Londres cette année, *The American Association for the promotion of Social Science, The American Association of Statistics*. Telles sont quelques-unes des sociétés existantes. Le champ qu'elles ont parcouru, le caractère de leurs travaux et les rapports alarmants qu'elles publient sur les conditions physiques, morales, domestiques et sociales des nations étudiées, ont grandement inspiré et guidé les fondateurs de l'Association canadienne pour l'étude des questions sociales.

Il y en a qui peuvent prétendre qu'un pays jeune et prospère comme le nôtre n'a rien à craindre des désordres moraux et sociaux qui menacent les pays européens. Nous sommes encore comparativement libres des grands vices et des maladies morales qui rongent les autres nations. Mais il vaut mieux se prémunir contre le mal en lui élevant de solides barrières.

Séparés par une ligne imaginaire d'une nation dont les lois sur le mariage et sur le divorce sont extrêmement élastiques et différentes d'état à état, et qui deviennent de plus en plus anti-chrétiennes, et même criminelles au point de vue de la famille, nous devons étudier avec le plus grand souci ses moindres changements pour épargner à notre pays le sort des vieilles civilisations et les dangers qui menacent aujourd'hui les pays d'Europe.

La voie qui conduit à la grandeur nationale n'est pas facile. La nôtre doit être semée de connaissances scientifiques et morales et protégée par une forte législation chrétienne.

L'éducation doit commencer au sein de la famille qui est d'institution divine et à la base de l'ordre social. Il est donc essentiel que la famille soit élevée à la dignité que Dieu lui a assignée, et maintenue dans un milieu pur, et religieusement instruite.

Où l'on fait des progrès matériels et du développement extérieur le but suprême de la vie humaine, on travaille à la déchéance de la responsabilité paternelle et du devoir filial. En conséquence, les efforts de notre Association porteront sur le respect de la vie dans le cercle sacré de la famille.

Comme la grandeur sociale et nationale repose sur la base unique et seule solide de la connaissance de Dieu et de sa volonté révélée, il faut encourager la diffusion du savoir qui assure les progrès matériels, sociaux et intellectuels.

Nous sommes donc persuadés que l'étude de l'hygiène et de l'économie domestique doit être encouragée dans toutes les familles, et que l'état et l'église doivent seconder tous les efforts qui sont faits pour en répandre la connaissance parmi le peuple, soit par le moyen des commissions d'hygiène soit par le moyen des écoles publiques.

Au mois d'août de cette année, l'*International Congress of Hygiene and Demography* s'est réuni à Londres sous la présidence de S. A. R. le prince de Galles. On y a discuté les moyens de prévenir les maladies contagieuses; la bactériologie dans ses rapports avec les maladies contagieuses; la salubrité des maisons ouvrières, l'hygiène de l'enfance et de la jeunesse; l'hygiène des maisons et des villes; le soin des

morts et le devoir des gouvernements vis-à-vis de la santé publique. A l'occasion, notre Association peut s'occuper de toutes ces questions. Mais, comme l'état de notre pays diffère sous plusieurs rapports de l'état des pays représentés au Congrès, nous étudierons probablement avec d'autres méthodes des sujets différents.

Le relevé exact de nos statistiques vitales jouera probablement un grand rôle dans nos études. Comme par l'emploi journalier du loch et du sextant, le marin se rend compte de la vitesse et de la position de son navire, ainsi par le relevé de nos statistiques nous pourrions nous assurer de notre degré d'accroissement parmi les nations.

A l'heure présente, grâce surtout à l'ignorance et à la négligence des parents, il est difficile de recueillir des statistiques sûres. La loi récente sur les déclarations de naissances, etc., a facilité ce travail.

A force de démarches on peut maintenant obtenir un état des mariages et des décès, mais il est encore impossible d'obtenir un état exact des naissances. Les commissaires d'hygiène, les statisticiens et nos gouvernements sont encore paralysés par l'imperfection des moyens employés par les municipalités, les provinces et la confédération pour recueillir et comparer nos statistiques vitales et sociales. Ce n'est que par le moyen de rapports exacts que nous pourrions comparer notre état social et national avec celui de l'Europe et des Etats-Unis, dont les statistiques fidèles accusent la dépopulation. La population des Etats-Unis s'accroît rapidement par le flot constant de l'immigration, mais, au rapport des hommes qui ont étudié la question, les décès contre-balanceront bientôt les naissances au sein de la population indigène.

Si alarmant que cela soit dans un pays neuf comme les Etats-Unis, que sera-ce quand il aura atteint l'âge de la France, où, dit-on, ce n'est que grâce à la vertu primitive de certains départements miniers, industriels et agricoles tels que le Nord, le Pas-de-Calais, le Morbihan, la Lozère, le Finistère, les Côtes-du-Nord, la Vendée que les décès ne l'emportent pas sur les naissances,

Au témoignage de nos imparfaites statistiques, notre jeune pays n'est pas aussi condamnable que beaucoup de pays continentaux, car il n'encourage pas la stérilité, ce vers rongeur de la vie des nations. Mais le vice voyage aussi vite que la maladie, et déjà des symptômes alarmants annoncent le mal. Si on ne le conjure, le virus aura bientôt empoisonné le sang de la nation. L'expérience a prouvé que le seul remède est une saine éducation morale et scientifique. Dans cette grande campagne de protection individuelle, la diffusion des connaissances scientifiques et de la vérité a fait et fera plus que les remparts menaçants de la législation.

Les fondateurs de cette Association se sont donc imposé la sainte tâche de faire pénétrer ces connaissances dans les masses, et ils nourrissent l'espoir d'être soutenus et secondés par la population intelligente de notre pays. La cause en est digne. Nous n'assignons d'autres bornes aux sujets à discuter que celles du domaine privé. Nous ne sommes pas une société politique fondée dans l'intérêt d'un parti quelconque. Notre sphère d'action embrasse la nation tout entière et pénètre jusqu'au fond de l'âme humaine. Nous ne pouvons écarter l'étude de l'économie politique parce qu'elle découle de l'économie domestique et sociale et se confond avec le développement national. Mais il n'y a parmi nous ni *bleus* ni *rouges*, ni libéraux ni conservateurs, nous ne faisons qu'un en présence de l'œuvre à accomplir.

Notre population se compose des descendants et des fils adoptifs de quelques-unes des plus nobles races du monde. Comme les langues française et anglo-saxonne se sont harmonieusement fondues après la conquête normande de l'Angleterre et ont perpétué les mots *honneur* et *faveur*, qu'ainsi les Anglo-saxons et les Français du Canada, unissant avec enthousiasme leurs intérêts et leurs fortunes, travaillent dans la paix et l'espérance à créer une nation forte, pure et durable qui fera la gloire de nos descendants.

Notre Association ne soulèvera jamais la question des croyances religieuses. Nous croyons tous que " la piété est utile à toutes choses, ayant les promesses de la vie présente et de la vie future, " et nous nous engageons à l'encourager et à la répan-

dre. Mais chacun aura la liberté d'adorer Dieu selon sa conscience. Notre devise est l'union dans la création d'une nation puissante. Toutes les races et toutes les langues peuvent sûrement se rallier autour de ce drapeau, puisque nous voulons travailler ensemble au bien-être physique, social et moral du peuple. Nous avons la sainte hardiesse de proclamer que notre but est d'inspirer et de maintenir "la justice qui élève une nation," et nous sommes assurés qu'ainsi Dieu en sera glorifié, la nation en profitera et nos âmes en retireront du bien.

CONSTITUTION

DE

L'ASSOCIATION CANADIENNE POUR L'ETUDE ET LA DIFFUSION DES SCIENCES SOCIALES.

- I. Le corps régi par cette constitution s'appelle *l'Association canadienne pour l'étude et la diffusion des sciences sociales*.
- II. Elle se propose, vu les besoins du temps présent, de travailler par tous les moyens légitimes à la création d'une nation canadienne puissante et unie, sans distinction de race, de religion ou de langue; d'étudier à fond nos statistiques vitales et de les faire préparer avec soin par l'autorité compétente afin que nos statisticiens officiels puissent établir l'état approximatif de notre croissance nationale; de discuter les questions qui intéressent particulièrement le bien-être physique, intellectuel et moral de notre peuple; d'étudier l'état social des groupes nationaux qui habitent le Canada et de provoquer les réformes profitables à notre commune patrie; d'encourager la diffusion dans nos familles et nos écoles d'une littérature propre à instruire la génération grandissante des lois hygiéniques et des principes de morale personnelle et sociale qui peuvent en faire des citoyens honnêtes et sûrs, conformément à la loi divine.

- III. Tous les membres sont élus au scrutin, après avoir été proposés à une réunion précédente. Des membres associés peuvent être élus après avis ; mais tels membres ne pourront voter, à aucune assemblée. Des membres honoraires peuvent être élus en aucun temps. La cotisation pour les membres actifs est de \$1 par année, et de \$20 pour les membres à vie.
- IV. Le bureau de l'Association, dont les membres sont élus au scrutin à l'assemblée annuelle, qui a lieu au mois de septembre, se compose d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, d'un secrétaire-adjoint, d'un trésorier et d'un comité exécutif composé de neuf membres de l'Association. Toute vacance peut être comblée en séance ordinaire. Un Président-Honoraire peut être élu à l'assemblée annuelle.
- V. L'Assemblée annuelle a lieu le dernier lundi de septembre, à 8 heures du soir. Les assemblées ordinaires ont lieu le deuxième vendredi de chaque mois, à 8 heures du soir.

A la requête de deux membres au moins, le président ou le secrétaire peut convoquer une réunion extraordinaire

- VI. Le siège de l'Association est à Montréal.
- VII. Il est de toute importance que l'Association crée des succursales dans chaque ville, village, hameau ou municipalité du Canada. Ces succursales auront le même but et le même gouvernement ; éliront leurs bureaux, fixeront leur cotisation, choisiront un délégué pour l'assemblée annuelle de l'Association, réuniront, classeront et lui expédieront tous les trois mois les communications propres à intéresser l'Association. Dans les grandes villes, où la population est mixte, on pourra former des groupes nationaux ou autres, dans le but de réunir pour l'Association des renseignements sur l'état social ou domestique du peuple. A Montréal, ces groupes pourront communiquer directement avec l'Association.

ou autres s'administreront eux-mêmes avec le concours des succursales.

- IX. Les succursales auront le droit d'organiser des classes d'observateurs ou annalistes des phénomènes sociaux, et de les former à l'observation et au groupement des faits pour faciliter la collation des données des diverses localités.
- X. L'Association entretiendra des rapports bienveillants avec les sociétés sœurs et secondera les efforts faits par les autorités municipales, provinciales et fédérales pour obtenir des statistiques fidèles, pour réprimer les vices sociaux et pour améliorer l'état physique, social et moral du peuple.
- XI. Toute proposition ayant pour objet la révision de la constitution, devra être faite au moins un mois d'avance.

BALLOMBON
SAINT-SULPICE